



## Missions « complémentaires » de l'INRA

### Conséquences de la baisse de la subvention accordée à l'INRA pour mener ses missions d'appui scientifique et technique.

Le cas spécifique du GEVES (Groupe d'Etude et de contrôle des Variétés Et des Semences)

Document réalisé le 11/06/12

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)

A la demande des syndicats CGT et CFTC de l'INRA, un point sur le devenir du GEVES a été inscrit à l'ordre du jour du Comité Technique de l'INRA du 1<sup>er</sup> juin 2012.

Faute de temps, ce point n'a pu être débattu mais la CGT a fait l'intervention suivante.

Nous pensons alors que la [convention relative aux missions complémentaires de l'INRA](#), citée dans cette déclaration, n'était pas encore signée. Nous avons appris en séance qu'elle l'était. Cette convention fera d'ailleurs l'objet d'un point d'information lors du Conseil d'Administration de l'INRA se tenant ce vendredi 15 juin 2012.

#### **GEVES : intervention de la CGT-INRA au Comité Technique de l'INRA. A Paris, le 1<sup>er</sup> juin 2012.**

Un groupe de travail a été constitué en 2011 entre l'INRA et le Ministère de l'Agriculture (MAAPRAT) avec comme objectif de « réfléchir aux conséquences de la baisse importante de la subvention accordée à l'Inra pour assurer les missions autres que la recherche sensu stricto »

La situation politique ayant changé récemment, avez-vous pris contact avec le nouveau ministre de l'agriculture pour connaître les orientations qu'il souhaite donner aux missions complémentaires assurées par le GEVES (missions régaliennes en matière de gestion des obtentions, des semences et de la protection des variétés mais aussi liens forts entre la recherche et la profession) ?

Nous estimons que la réflexion interne en cours actuellement à l'Inra mais aussi l'analyse dite stratégique menée par la direction du GEVES et « managée » par un consultant externe (STRATEGY) doivent être revues en fonction de la nouvelle situation politique.

Dans ces conditions, nous estimons qu'il n'est pas question de signer dans la précipitation une nouvelle convention relative aux missions complémentaires qui a été discutée avec l'ancien cabinet ministériel et qui imposerait des orientations en contradiction avec la politique du nouveau gouvernement.

**Il y a donc urgence à revoir les termes de cette convention qui s'ils restent en l'état cherchent à graver dans le marbre le désengagement de l'Inra en direction du GEVES.**

**Ce serait non seulement suicidaire pour les activités du GEVES mais aussi pour les liens que l'INRA a su tisser avec les professionnels de la filière Française des semences qui dans ses conditions risquent de se détourner du système Français.**

D'ailleurs, ces mêmes professionnels « s'interrogent sur l'urgence qu'il y aurait à dérouler dans la précipitation un plan d'action qui risque d'avoir des conséquences importantes sur la filière semence compte tenu de l'incertitude qui existe actuellement au niveau Européen liée à Better Régulation ».

**La filière semence demande donc de ne pas anticiper des lois européennes qui ne seront connues que pour la fin de l'année 2012.**

Ces réflexions sont d'autant plus pertinentes que l'on peut espérer et même inciter une inflexion de la politique nationale en la matière liée au changement politique actuel.

Nous demandons à la Direction Générale de l'Inra de ne rien précipiter en ce qui concerne les relations entre l'Inra et le GEVES et donc de remettre à plat la convention entre le ministère de l'agriculture et l'Inra.

**Nous demandons aussi aux administrateurs de l'Inra qui participent à la direction du GEVES de bien mesurer les propositions actuellement**

**faites en termes de restructurations et qui seraient lourdes de conséquences pour certaines activités du GEVES, pour la filière semence et pour les personnels concernés.**

Dans le contexte actuel nous estimons qu'il n'y a aucune urgence à s'engager dans de tels choix et nous demandons la mise à plat de ce dossier, aussi bien au niveau du ministère qu'en interne.

Nous demandons bien évidemment une information et une consultation large des tous les personnels du GEVES concernés par ces projets de restructuration ou d'arrêt d'activités.

**La convention a été signée le 2 mai 2012...  
... avec les représentants des ministres de l'ancien gouvernement !**

La CGT demande donc que soit renégociée cette convention qui par ailleurs ne concerne pas que le GEVES, puisque les missions « complémentaires » confiées à l'INRA par le ministère de l'agriculture recouvre 3 domaines : celui de la génétique végétale comme nous venons de le voir avec le GEVES, mais aussi celui de la génétique animale (Cf la Station porcine du Rheu et Labogena) et aussi celui de l'inventaire et la connaissance des sols (Cf. l'unité Infosol).

**La CGT demande que soit renégociée cette convention  
et, en l'attente, que ses déclinaisons (*notamment au GEVES*)  
soient immédiatement suspendues.**

**En ce qui concerne les ressources génétiques,**

**seule la maîtrise des recherches et de leurs objectifs par les organismes publics,  
et leur contrôle par les nations et les peuples  
peut garantir la libre circulation des connaissances et savoir-faire locaux,  
permettant la mise à disposition des moyens de se développer pour tous les pays.**

**Le secteur des semences recouvre des enjeux stratégiques en termes d'indépendance nationale pour la maîtrise de notre politique agricole et notre souveraineté alimentaire.**

**[LIRE LA DECLARATION COMMUNE des SYNDICATS CGT  
LIMAGRAIN / VILMORIN / INVIVO / BAYER CROPS SCIENCE / PIONEER  
avec FNAF-CGT / CGT-INRA et SYAC- MINISTERE DE L'AGRICULTURE](#)**